

[Les services pendant la première guerre mondiale n 127- Mars 1985](#)

Category: 1ère Guerre Mondiale (1914-1918),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands,Services français
29 octobre 2021

Après GRISOT, le colonel VINCENT apparaît dans la galerie de ces précurseurs de choix. Nous sommes en 1885. VINCENT expose un jour, dans un substantiel compte-rendu, sa situation. Il fait état de la pauvreté de ses moyens et plaide avec chaleur l'octroi d'un budget conforme aux "besoins considérables" qui se manifestent. Pour étayer son propos, il se réfère à l'organisation et aux ressources du SR allemand, son antagoniste né. aussi dans ce numero la publication de l'ouvrage du colonel Paillolle " notre espion chez Hitler".

[Les services speciaux dans l'appareil offensif du pays de 1885 a 1914](#)

Category: 1800-1900,1900-1930,1ère Guerre Mondiale (1914-1918),Affaire Dreyfus,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands,Services français
29 octobre 2021

Le travail de 1885 à 1914 a préparé nos succès pendant la Grande Guerre

Note préliminaire : nous avons vu qu'en 1880, le Colonel GRISOT a pris la direction du SERVICE. Sous son impulsion, d'importants résultats ont été obtenus par nos organes de renseignement qui ont saisi, entre autres, le plan de mobilisation allemande de 1875.

Il est clair à l'esprit des profanes eux-mêmes que GRISOT et ses prédécesseurs ne s'étaient point mépris sur le but à atteindre. Il s'agissait bien, en dernière analyse, d'aller si possible jusqu'au cerveau moteur de la machine de guerre qu'ils avaient à recenser. Et les gens de métier, voire les plus spécialisés et les plus heureux, reconnaîtront que ces maîtresses réussites ne leur sont pas prodiguées par les dieux.

Après GRISOT, le colonel VINCENT apparaît dans la galerie de ces précurseurs de choix. Nous sommes en 1885. VINCENT expose un jour, dans un substantiel compte-rendu, sa situation. Il fait état de la pauvreté de ses moyens et plaide avec chaleur l'octroi d'un budget conforme aux "besoins considérables" qui se manifestent. Pour étayer son propos, il se réfère à l'organisation et aux ressources du SR allemand, son antagoniste né. Et il ne parle pas par hypothèse, car voici ce qu'il affirme :

Il signale tout d'abord pour mémoire que le SR allemand a engagé, pour la durée de la guerre

1870-71,9 millions de thalers (34 millions de nos francs de cette époque). Il évalue ensuite les fonds dont son adversaire dispose en 1883 :

1°/- revenus de la fortune confisquée au Roi du Hanovre, soit 3 millions de francs;

2°/- contribution fournie par les divers ministères, soit 2 millions;

3°/- Trésor de guerre déposé dans les banques (Bleichröder et Erlanger en particulier), chiffre non précisé mais certainement important puisqu'une étude postérieure de peu à cet exposé estime à plus de 20 millions le total des ressources du SR allemand.

Peut-on s'étonner qu'en face de cette opulence, VINCENT réclame un budget "triple de celui de l'année précédente", soit un peu plus 1 million ! Nos grands argentiers, il faut le dire, furent sans cesse lésineurs à l'endroit de ce Service "suspect", que certains parlementaires citaient vainement à la barre au moment de la discussion du budget par les Chambres, et qui laissait à un malheureux Président du Conseil le soin de s'expliquer sur la destination "inavouable" des fonds dits "secrets" !

En 1886, VINCENT a passé la main au Commandant SANDHERR. Ce dernier, alsacien vibrant et de surcroît malade, va, à l'occasion des activités allemandes sur notre territoire, déclencher malencontreusement une campagne qu'un Commandement plus avisé eut pu éviter : l'affaire DREYFUS, la fameuse "Affaire" : On s'en souvient encore. Débordant sur le plan politique, elle a passionné et divisé les Français à un moment où tous les pays du monde observaient attentivement rassurés ou inquiets le relèvement de notre Pays et les progrès de son expansion.

Le remous ne devait pas manquer de secouer le SERVICE et d'entamer la cohésion de son personnel. Impliqué dans un procès dont les incidences lointaines le dépassaient. Avant de dire comment il sortit de ce mauvais pas, remarquons la composition de la "Centrale" telle qu'elle ressort d'une note remise par son Chef au Général GONSE le 22 mai 1896, en pleine crise :

Lieutenant-Colonel PICQUART, Chef de la "Section de Statistique"

Chef de Bataillon HENRY

Capitaine de Cavalerie LAUTH

Capitaine du Génie JUNCK

Capitaine VALDANT

M. GIBELIN, Archiviste de 2ème Cl.

M. LORSIER, Adjudant de la 2ème Section.

Civils :

MM. MARCHAND et NOTH Expéditionnaires

Un gardien de bureau.

Cet effectif restera inchangé jusqu'à la guerre de 1914-18. Le personnel est celui d'un "moment" de l' "Affaire".

Depuis le début de l'action judiciaire, le SR est l'objet d'âpres discussions aux échelons élevés de la Défense Nationale. Plusieurs chefs de l'État-Major de l'Armée ont été sévèrement critiqués au cours du procès. On leur a reproché d'avoir délaissé leurs prérogatives et consenti aux Chefs du SR un trop libre comportement. Des sanctions ont été prises, d'autres sont demandées. Le Général de Gallifet, Ministre de la Guerre, particulièrement sollicité d'agir, va pouvoir se targuer de répondre à ce vœu et d'insuffler un air plus salubre et une discipline

plus stricte dans les coins "infectés" de son département. Le 24 avril 1899, il prend, en accord avec le Ministre de l'intérieur, des mesures qui ont pour objet de restreindre l'indépendance du Chef du SR et de borner ses missions :

1°/- La "Section de statistique" demeure un organe de l'État-Major de l'Armée, mais elle est placée sous la dépendance directe du Chef du 2ème Bureau.

2°/- Le Contre-espionnage est confié au Ministère de l'intérieur.

3°/- interdiction est faite aux Officiers du SR de se rendre à l'Étranger, obligation leur est imposée de passer par les agents du Ministère de l'intérieur pour la recherche du renseignement à l'extérieur.

Ce n'est point diminuer un chef de grand mérite, cavalier légendaire, de dire que ce jour-là il chargea comme un "bleu". Sa décision, explicable peut-être par une de ces sautes d'humeur qui lui étaient familières, était proprement insoutenable.

L'appliquer à la lettre eut signifié la ruine de 20 années d'un prodigieux effort qui avait porté nos positions SR au coeur des secrets des États de la Triple Alliance, ç'eut été mettre un bandeau sur les yeux de notre État-Major au moment même où s'accumulaient les symptômes d'une nouvelle et inévitable conflagration franco-allemande.

Au surplus, si ce geste avait pour but d'apprendre aux Français que, pour avoir enfreint des usages internationaux dont notre démocratie proclamait le respect, nos SERVICES de Recherche un instant dévoyés étaient vigoureusement ramenés dans les sentiers de la vertu, on conviendra qu'il avait à leurs yeux peu d'intérêt.

Leur entendement en ces choses n'a jamais été ni leur fait, ni leur souci. Si, par ailleurs, GALLIFET pensait que le gouvernement allemand nous saurait gré de modérer, à l'avenir, une activité par essence inamicale et marquée d'hostilité, il se faisait des illusions bien enfantines. Sans compter qu'il nous donnait imprudemment tous les torts dans une affaire où les Services Allemands avaient certainement joué un rôle, mal établi il est vrai.

Bref, un gros rire dut secouer la gorge des "gens" d'en face. Mais on ne l'entendit pas. Pas plus que le gouvernement du Kaiser, discrètement prié de donner son sentiment sur l'"Affaire", ne se départit d'un silence hautain et quelque peu méprisant. Comme on le comprend !

A la vérité, l'absurdité du régime que prétendait instaurer GALLIFET n'échappa à personne. Nos organes SR, sûrs d'une "doctrine" forgée dans l'action et consacrée par des succès éclatants, résolurent de ne point s'y soumettre. Dans un mémoire rédigé en termes déférents mais fermes, le chef de la "Section de Statistique" laissa percer un refus mental que le Commandement, mal assuré dans ses considérants, contrôla mollement dans les faits. Qu'en advint-il ?

Il advint que des compromis négociés à la sauvette entre les divers échelons du Service et leurs partenaires de l'intérieur, tournèrent les récifs et comblèrent les obstacles ainsi dressés sur leur route. Il advint qu'on rusa un peu partout -en tout bien tout honneur- que l'imagination et l'habileté secondèrent une volonté redoublée de maintenir les voies indispensables de la Recherche.

Le précieux miel que nous appelons le “renseignement profond” continua de suinter et d’emprunter des voies sûres. Notre E.-M. demeura renseigné. Cependant que la discorde française expirait sur la grève et que peu à peu se ressaisissait l’opinion.

A distance, on pourra ergoter, déplorer ou condamner cette ruse de Protée. Une infraction aux “Tables de la Loi” était commise qui peut n’avoir pas l’assentiment de maints Français de bonne tradition. Encore que la loi écrite ait subi depuis ce temps, et récemment comme chacun sait, bien des atteintes, et souvent légitimes .. Une pareille attitude, pour être comprise, requiert plus que le patriotisme de morale usuelle. Elle a sa source aux plus hauts sommets de la Conscience nationale, dans une zone de sensibilité exercée à l’évidence du plus grand devoir devant la menace du plus grand péril, détermine parfois l’homme à négliger la légalité établie.

Nos Officiers SR de 1899, comme ceux de 1871, vivaient sur ces hauteurs. Au contact physique de l’ “ennemi héréditaire”, Ils savaient ce que ne pouvait pas savoir l’opinion publique, et que n’acceptait d’ailleurs pas sans réserve un Haut Commandement voué à ménager sans cesse la politique prudente de nos gouvernements. Une poignée d’Officiers et de fonctionnaires français, nourris de certitudes, voyaient au-delà de l’Affaire. Ils voyaient juste. Car c’est en définitive grâce aux preuves qu’ils apportaient, que la France entra dans le nouveau siècle avec une âme intacte et un coeur ferme.

Au surplus, et confusément encore, la pensée française révisait ses fondements. Remettons-nous en mémoire l’état d’esprit de notre jeunesse entre 1900 et 1914. Mélange singulier d’idéal humanitaire et de réflexes de grandeur. Un patriotisme resté profondément “gambettiste”, et qui cependant interroge. Des courants politiques teintés d’antimilitarisme, mais, dans le peuple de France une sensibilité extrême aux choses du Pays. Et quand le dialogue franco-allemand se révèle menaçant pour notre droit, la nation unanime réclame du pouvoir une attitude sans concession.

On imagine sans peine ce que fut, dans ce moment d’angoisse française, le comportement d’un SERVICE fort de l’approbation mentale que constituait pour lui un patriotisme national en éveil.

Les Chefs du SR étoffèrent sans bruit le dispositif établi aux frontières, et firent un large usage des dispositions favorables manifestées par les Généraux commandant les Régions en bordure. Ainsi purent-ils, sous des formes convenues, introduire des officiers qualifiés ou déjà éprouvés, dans l’appareil de recherche étalé depuis la frontière belge jusqu’à Nice. Peu à peu, d’incessantes alertes aidant, ils obtinrent la faculté de créer des postes comptant plusieurs Officiers en certains points convenablement situés, tels que BELFORT et NANCY (MEZIERES au dernier moment) face à l’Allemagne, et NICE face à l’Italie. Les Chefs de poste, en union étroite avec les Services de police frontière, retrouvèrent leur liberté d’action et prirent leurs responsabilités.

Ce qui leur valut, ne le dissimulons pas, un certain nombre “d’accidents” dont l’un, l’arrestation du Capitaine LUX à Constance, provoqua de la part du Gouvernement impériale une assez vive réaction, qui n’inquiéta pas autrement le Gouvernement français.

La guerre approchait. Une sérénité empreinte de la réalité de notre force imprégnait notre contenance officielle face aux remontrances formelles de l’Allemagne. La diplomatie allemande, inspirée par le Grand État-Major, se voyait d’ailleurs assigner des limites au-delà

desquelles le NACHRICHTEN DIENST était exposé, lui aussi, a été mis en cause. De part et d'autre, on avait intérêt à demeurer circonspect.

LUX était prisonnier, mais la guerre du SR continuait.

Dans cette atmosphère qui en définitive redressait les énergies, suscitait des caractères, le SR oeuvrait avec un entrain décuplé et un cœur juvénile. Incrusté depuis des années dans l'appareil de guerre ennemi, il en parachevait l'inventaire et dressait son ordre de bataille. En Août 1914, les unités de l'armée allemande étaient parfaitement dénombrées et leur dispositif en fin de mobilisation connu : deux ans auparavant, des documents recueillis par un de nos organes SR avaient révélé à notre Commandement le plan d'attaque allemand face à l'Ouest ...

L'honneur du SR était donc engagé dans l'épreuve décisive qui commençait. Quatre années de guerre ont démontré qu'il était en mesure de "tailler des croupières" à son adversaire chevronné. Et d'abord, il renseigna. Non seulement, il suivit correctement les mouvements des unités et l'évolution des matériels à l'arrière du front allemand, mission à laquelle il s'était soigneusement préparé, mais il eut la bonne fortune - qui échoit à qui la mérite - d'obtenir de remarquables succès dans la recherche des intentions. Nous ne pouvons les énumérer et les commenter ici. Rappelons en seulement quelques uns .

- Au moment critique de la Marne, il apprend que le prélèvement de 2 corps d'armée en Alsace est décidé par le Commandement allemand en vue de leur transfert dans l'Est. JOFFRE est renseigné en temps utile.

- En Septembre 1915, il a connaissance des premiers préparatifs d'offensive allemande sur VERDUN. Il affirme cette certitude jusqu'à la veille de l'attaque.

- Plusieurs mois à l'avance, il annonce l'offensive austro-allemande de CAPORETTO. Notre 3ème Bureau, orienté vers d'autres prévisions, est long à convaincre. Cette attaque faillit réussir.

- Les préparatifs de l'attaque allemande lancée le 15 Juillet 1918 sur le front tenu par GOURAUD ont été parfaitement décelés. Les renseignements fournis par des prisonniers allemands la veille de l'attaque, n'ont fait que confirmer les données du SR.

Un accident dans ce tableau :

En Mai de cette même année. LUDENDORFF avait attaqué sur le Chemin des Dames. Le renseignement qui devait nous en prévenir, détenu depuis 8 jours par un agent volage, ne parvint au SR que la veille au soir seulement :

Si assuré soit-il, un SR peut-être trahi par ses dieux.

Mais la démonstration était péremptoire. Le SR français avait prouvé son excellence. Le Colonel NICOLAI, chef du "NACHRICHTEN DIENST", dans un plaidoyer pro domo trop hâtivement publié après la guerre en convint avec aigreur, sinon dans les termes du moins par leurs sous-entendus.

Il allait de soi que lui, NICOLAI, n'était pour rien dans la défaite allemande, que son Service avait impeccablement fonctionné, et que le coupable était à chercher dans le Dolschstoss ...mais il ne nous a pas expliqué comment, en maintes circonstances et notamment à l'occasion d'accidents survenus dans nos arsenaux ou dépôts de munitions, des agents français travestis en "agents allemands" avaient abusé notre prestigieux adversaire, en lui faisant accroire que

ces accidents étaient des sabotages effectués par eux en exécution de missions reçues du SR allemand.

Nous en tirâmes des avantages considérables qui faisaient le plus grand honneur aux Officiers spécialisés dans le CONTRE-ESPIONNAGE, organe neuf en plein essor. Mais NICOLAI l'a-t-il jamais su ?

Gardons-nous toutefois de mésestimer ou de médire Le vieux et remarquable SR allemand connaissait son métier. Et NICOLAI mentionne des succès qui ne furent pas tous de pure invention.

Il faut néanmoins le répéter. L'instrument de recherche si obstinément et si intelligemment construit par nos Anciens avait, avant et pendant la Grande Guerre, acquis une maîtrise qu'il importerait de maintenir.

Des noms de chefs ont percé le voile pudique derrière lequel ils eussent voulu rester ignorés. Citons parmi d'autres que nous omettons involontairement, HOLENDER, BRISSE, DUPONT, CARTIER, LINARD, LAMBLING, HUOT, WALNER, BRIQUE, ANDLAUER, LAINEY, MERSON, qui méritent plus qu'un souvenir distrait, obscurci par le temps.

C'est un culte que nous leur devons. Hantés par le péril permanent qu'un puissant empire aux rêves démesurés faisait courir à notre existence nationale, ces officiers s'étaient "installés" chez lui pour en surprendre les possibilités et les projets. Ils s'étaient littéralement "intégrés" à sa vie interne.

LA DOCTRINE VAUDRAIT POUR L'AVENIR.

Hommage à Marco, alias Guy JOUSSELIN de SAINT-HILAIRE

Category: Extraits de bulletin, Renseignement
29 octobre 2021

Deux semaines après son épouse, décédée le 11 décembre dernier, notre ami Guy de Saint-Hilaire nous a quittés, discrètement, le jour de Noël.

Administrateur en chef de la France d'Outre-Mer, il avait créé en 1943 et dirigé le réseau Marco du S.R. Kléber. Il était Membre d'Honneur de l'A.A.S.S.D.N. après en avoir été le Commissaire aux Comptes et l'un de ses administrateurs.

A la messe concélébrée en la Chapelle de l'École Militaire par l'Abbé Lapouge, assistaient parmi ses nombreux amis, des représentants : - De l'O.R.A., dont le Général Roidot, Vice-Président délégué. - De la F.A.R.R.E.F.C., avec son Président M. Duval et Mme Letty-Mouroux, Secrétaire générale. - Des médaillés de la Résistance et leur Vice-Président, le Colonel de

Lalande. - De l'A.A.S.S.D.N. dont la délégation était conduite par Michel Thoraval - Et les porte-drapeaux de l'O.R.A., des médaillés de la Résistance et de l'A.A.S.S.D.N.

A la fin de l'office religieux, son glorieux passé dans la clandestinité a été retracé par M. Jean Huteau du réseau Marco, au nom du Colonel Lochard, dit " Lucien ", dernier chef du S.R. Kléber, et des compagnons de celui qu'ils appelaient alors Joyeux : Marco.

Éloge de " Marco "

" Le jour de Noël, quelques jours après son épouse, Guy de Saint-Hilaire est décédé. A leurs familles, si cruellement éprouvées, je renouvelle mes condoléances et toute ma sympathie.

...Guy de Saint-Hilaire avait dès l'Armistice de 1940, milité contre la puissance occupante. Sous le couvert de Secrétaire général pour la lutte contre le chômage dans la zone dite libre, il avait participé au service de camouflage du matériel du Commandant Mollard. Finalement brûlé à Vichy, il était, fin septembre 1943, parti via l'Espagne pour Alger où il s'était mis immédiatement à la disposition du S.R.

Il accepta de revenir en mission en France occupée où un sous-marin le déposa sur la Côte de Provence le 24 octobre 1943.

Après avoir pris contact avec la direction du S.R. Kléber (Commandant Bertrand et Capitaine Lochard), il gagna Paris où il devait prendre contact avec deux officiers survivants du poste de Paris. Malheureusement, entre temps, ceux-ci avaient été à leur tour arrêtés et Guy de Saint-Hilaire se retrouva seul à Paris à la fin de décembre 1943.

Avec un courage et une ténacité qui étaient des composantes de son caractère, grâce à son intelligence et à son charisme, grâce aussi à l'aide de ses relations et en particulier du Général Revers, chef de l'O.R.A., il créa de toutes pièces le réseau Marco. Il était composé d'éléments de valeur, d'hommes et de femmes sûrs, qui étaient entièrement dévoués et profondément attachés à leur chef.

Le réseau Marco rendit dans la période cruciale de 1944 qui précéda le débarquement des services éminents à la cause de la Libération.

Ceux qui ont connu Guy de Saint-Hilaire garderont le souvenir d'un homme de qualité supérieure, d'un homme hors du commun. Adieu Marco ".

Puis notre Président national délégué lut L'hommage du Colonel Paillole "

Des deux phases de l'action patriotique de Guy de Saint-Hilaire de 1940 à 1944, je ne sais la plus méritoire.

La première, la plus longue, la moins brillante mais non la moins exemplaire, est celle de juillet 1940 à août 1943 où le fonctionnaire rebelle met à profit les institutions d'État pour multiplier les actes de résistance à l'occupant et aux lois scélérates.

Recherché, il s'évade par l'Espagne et rejoint Alger fin septembre 1943. Le besoin d'action le dévore. La lutte clandestine l'appelle. Négligeant les dangers d'un retour en France, il accepte

d'aller au secours de notre réseau de renseignement Kléber, décimé dans la région parisienne.

C'est la 2e phase de son action en métropole. Elle sera brève, de novembre 1943 à la Libération, mais stupéfiante d'efficacité. Sous le pseudonyme de Marco, Guy de Saint-Hilaire, à peine initié au métier de la recherche, va pleinement assumer sa mission et l'étendre ensuite à la zone Nord-Ouest pour pallier les défaillances du réseau Kléber.

Je n'ai pas la prétention de détailler une telle oeuvre. Il l'a fait lui-même dans un rapport qui enrichit l'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale. Pourtant, j'ai à coeur d'évoquer deux souvenirs: A Alger, le 23 octobre 1943 vers 16 heures, j'assure l'embarquement de Guy de Saint-Hilaire sur le sous-marin " La Perle ". Il doit le déposer sur la côte varoise et y trouver mes camarades pour l'acheminer vers une destinée dont je sais tous les risques. Calme, souriant, il me serre longuement la main comme pour me rassurer sur la force de sa détermination. A Londres, le 4 juin 1944 au petit matin, j'accueille le Chef du réseau Kléber, le Commandant Gustave Bertrand arraché de France par un avion britannique. Il me remet un énorme courrier préparé par son adjoint le Capitaine Lochard. Une heure plus tard, le Colonel Scheen, Chef du 2e Bureau du Général Eisenhower dépouille avec moi la masse des documents. Il en émerge un ordre de bataille, détaillé et précis, de la Wehrmacht de l'embouchure de la Seine à la Normandie. A 48 heures du débarquement, nos alliés peuvent miraculeusement vérifier et compléter leurs connaissances sur le dispositif défensif ennemi.

Ce travail, digne de professionnels était l'oeuvre de " Marco ". Il honore ceux qui, avec lui, se sont lancés à corps perdu dans la bataille de France. Scrupuleux, soucieux de voir reconnus les mérites de ses compagnons, Guy de Saint-Hilaire n'a cessé depuis la Libération de les mettre en valeur. Homme de coeur, il a maintenu avec eux ces liens affectifs puissants noués dans l'épreuve de la Libération. Ce n'est pas la moindre de ses qualités.

Très attaché à notre association, passionné par notre combat pour la Vérité historique, il lui a apporté le concours permanent de sa pensée rigoureuse et sage.

Rendre hommage à un tel compagnon, dont la distinction séduisait, est le triste privilège de mon âge. Hélas, il a ses rudes contraintes et mon éloignement de ce cercueil en est la plus pénible ". Ne pouvant assister à ses obsèques, le Général de Boissieu a tenu à rappeler, dans une lettre adressée à son fils, le rôle éminent du Capitaine Guy de Saint-Hilaire dans la Résistance et les opérations de la Libération. L'A.A.S.S.D.N. conserve le souvenir de son grand Ancien et exprime à sa famille ses plus sincères condoléances.

LES SERVICES SPECIAUX A ALGER par le Général Louis RIVET

Category: Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Guerre d'Algérie (1954-1962)
29 octobre 2021

Quelques mémorialistes d'après-guerre ont évoqué une querelle qui a aggravé le désaccord fondamental entre le Général GIRAUD et le Général de GAULLE: c'est celle des SERVICES SPECIAUX. Ils se sont hâtés d'en donner une explication qui a provoqué en son temps une brève polémique, prolongement regrettable des acides colloques d'Alger.

Sollicité par une actualité autrement passionnante, le grand public l'a ignorée, tout au plus lui a-t-il accordé une attention "lasse et lointaine. Cela valait sans doute mieux. Mais voici que l'Histoire, celle qui nous survit, nous y ramène sous la plume prestigieuse du Général de GAULLE. La postérité est, cette fois, appelée à juger du débat.

Parcours de A Achiary -Main dans la main avec le service-bulletin n4 -1955

Category: Extraits de bulletin
29 octobre 2021

Chef de la Brigade de la Police de Surveillance du Territoire d'ALGER, André ACHIARY fut l'un des piliers de notre Contre - Espionnage de 1939 à 1944. Patriote avisé et ardent, il donna à la BST d'Alger, dès Juillet 1940, une impulsion résistante qui se révéla décisive dans la lutte contre l'occupant. En marge de ses occupations techniques, il accorda au TR, une aide constante et sans réserve, il fut aussi l'un des promoteurs de la Libération de l'AFN. Avec tous ses collaborateurs il prit une part glorieuse dans la réussite du 8 Novembre.

Le TR africain participe a la victoire en Tunisie Un exemple d'intoxication

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Maghreb - Moyen Orient,Services allemands
29 octobre 2021

Tous les anciens du poste TR 119 qui le connaissaient l'appelaient "le Chinois" ; on a souvent parlé de lui à la D.S.M. à ALGER. Il avait été baptisé ainsi dans l'Abwehr à BERLIN-RANGSDORF. Les camarades de service britannique à ALGER appréciaient beaucoup le travail du "Chineese". Grâce au « Chinois » le Poste TR d'ALGER peut revendiquer sa part dans la victoire de la guerre de Tunisie.

Installé dans une maison à DRACIA pendant des heures il chiffrait et déchiffrait des télégrammes. Pendant ses loisirs, il était jardinier, chauffeur ou coiffeur. Sa principale occupation consistait à renseigner de nuit à heures fixes le Q.G. allemand sur les opérations

militaires des Alliés en AFN.

Le SSM précurseur : Temoignage du General Navarre

Category: Affaire Amiral Darlan, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Henri Navarre, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

Avant et pendant la guerre 39-40 j'étais chef de la Section allemande du S.R.

A ce titre, fin juin et juillet 40, je réorganise le S.R. contre l'Allemagne et le mets en mesure de continuer sa mission.

A partir d'octobre 40, à Alger, je deviens chef du 2^{ème} Bureau du Général WEYGAND. Je suis chargé par lui de la partie secrète » (animation des Services Spéciaux, de la propagande, des écoutes téléphoniques, de la lutte contre les empiètements des commissions d'armistice).

Au départ du Général WEYGAND (novembre 1941), je reste à Alger avec le Général JUIN (même mission et mêmes activités).

Février 1942. - Je suis renvoyé en France sur ordre personnel de l'Amiral DARLAN en raison de mes " activités néfastes " auprès du Général WEYGAND.

Je suis affecté d'office au 12^{ème} Cuirassiers (Orange) et placé sous la surveillance de la police (qui, d'ailleurs, m'en prévient).

Fin 1942. - A la démobilisation de l'Armée de l'Armistice du fait que les Allemands me connaissent et possèdent sur moi les renseignements possibles (mon appartement de Paris avait été perquisitionné en juin 1940), je plonge dans la clandestinité et prends contact avec la Direction à Alger de l'ex-S.R. On me demande d'attendre des instructions en vue d'une mission qui me serait confiée en France.

Début 1943. - Je suis convoqué à Vichy par le Général DELMOTTE (je lui avais été signalé par son Chef de Cabinet le Commandant BAILLOUD que je connaissais depuis longtemps).

Il me demande de prendre auprès de lui la direction d'un S.R. clandestin sur l'Allemagne. Je prends conseil auprès du Général FRERE qui me demande d'accepter afin de faire bénéficier l'O.R.A. (qu'il est en train de constituer) des renseignements que j'obtiendrais.

Au début, quelques jours avant d'avoir commencé la moindre activité, je suis convoqué à nouveau par le Général DELMOTTE qui me fait part de l'opposition formelle de LAVAL à la création du S.R. en question et de l'interdiction absolue de m'employer à un poste quelconque en raison de mes activités « gaullistes » auprès du Général WEYGAND.

Je quitte Vichy, mais reste en contact avec le S.R. (Colonel DELOR).

Mars 1943. – Je suis contacté par les Services Spéciaux d'Alger (Colonel RIVET, Commandant PAILLOLE) qui me demandent de prendre la direction d'un service clandestin de Sécurité Militaire précurseur à créer, et, en même temps de « coordonner » l'action du C.E. clandestin, T.R. et du S.R. en France occupée.

Je viens alors m'installer à Clermont-Ferrand pour être à proximité du S. R. (Colonel DELOR, résidant quelque part près de Vichy) du T.R. (Commandant LAFONT, alias VERNEUIL, camouflé dans la région de Brioude) et de l'E.M. de l'O.R.A. qui fonctionne dans la région (Général FRERE, puis Général OLLERIS).

Avril 43. — Après une série d'entretiens avec DELOR et VERNEUIL, il est décidé que je prendrai à mon compte la création du S.S.M. sur l'ensemble du territoire et que j'aurais l'autorité, en zone nord, sur les éléments du T.R. et du S. R.

Cette organisation jouera en ce qui concerne S.S.M. et T.R. mais, en ce qui concerne le S.R. elle se réduira à quelques contacts avec le Commandant LOCHARD, successeur du Colonel DELOR.

Il est également entendu que j'aurai la responsabilité des contacts avec l'O.R.A., surtout en zone nord.

CRÉATION ET FONCTIONNEMENT DU S.S.M. PRECURSEUR

Le P.C. principal fut installé à Paris, rue Boissy-d'Anglas, dans un appartement loué au nom d'une Secrétaire Madame GILLOT-MAITRE, qui y fut installée.

L'État-Major comprenait le Capitaine BRUTE de REMUR (1er adjoint) et le Capitaine GOBERT (2e adjoint). Seuls, ces deux officiers avaient, avec moi, accès au P.C. dont personne ne connaissait l'existence et où n'était reçue aucune visite.

Un P.C. secondaire existait à Clermont-Ferrand, où j'avais une chambre et une boîte aux lettres assurée par Mademoiselle VERGNE, Secrétaire de l'Aéro-Club.

La mission était de créer un B.S.M. par région militaire avec une antenne dans chaque département.

A partir d'avril 1943, je me suis donc mis à rayonner dans toute la France, à partir de Paris pour la zone nord, à partir de Clermont-Ferrand pour la zone sud.

Ces voyages m'amènèrent à passer plus de 40 fois la ligne de démarcation, toujours par le train (les franchissements clandestins auraient demandé trop de temps). Je n'eus jamais aucun incident.

J'utilisais pour mes déplacements quatre identités différentes qui n'étaient connues de personne, ni de ma famille, ni de mes adjoints. Je prenais mes contacts sous d'autres identités (soit la véritable, soit d'autres pour lesquelles je ne possédais pas de papiers). Je vivais ainsi que ma famille, sous une identité différente de toutes les autres.

J'ai contacté personnellement tous ceux à qui je destinais le commandement d'un B.S.M. Je leur demandais, en principe, de recruter eux-mêmes un adjoint et de me le présenter au voyage suivant. En dehors du chef du B.S.M. et de son adjoint, je ne voulais connaître personne.

En fait, il fallut souvent que je recrute moi-même non seulement le chef du B.S.M., mais également l'adjoint. Il arriva aussi que, ne trouvant personne de qualifié au futur chef-lieu de la région militaire, je mette en place d'abord moi-même les futures antennes départementales avant de pouvoir les coiffer par un chef de B.S.M. qualifié.

En priorité, je cherchai à recruter des officiers d'active.

De nombreuses adresses furent données par la Section Cavalerie du Bureau du personnel de l'Armée (Lieutenant Van AERSTELAER), d'autres par la Direction de la Cavalerie (Commandant HENIN), d'autres enfin par le Colonel LE CORGUILLIER (détachement parisien de l'E.M.A.).

Dans les contacts avec les officiers d'active, il y eut quelques rares refus ; certains justifiés par des craintes pour la famille, d'autres par le « Serment au Maréchal ». En tous cas jamais aucune dénonciation ni même indiscretion nuisible.

Beaucoup d'officiers et sous-officiers acceptèrent alors qu'ils s'étaient jusque là tenus à l'écart de la « résistance » locale en raison de son hostilité fréquente vis-à-vis de l'armée et surtout du spectacle affligeant qu'elle donnait souvent (politicaille de clocher, malhonnêteté, marché noir, bagarres pour les futures « places » agitation inefficace, etc.).

Chaque chef désigné de B.S.M. reçut un schéma général d'organisation de son futur poste en fonction duquel il assurait lui-même son recrutement (en fait, il fallut souvent les aider).

La mission du S.S.M. précurseur avait été fixée par une note du Commandant PAILLOLE, Directeur de la Sécurité Militaire et Chef des Services de C.E. à Alger, datée de février 1943 à Alger, et approuvée du Commandant en Chef Civil et Militaire, le Général GIRAUD.

En résumé, elle donnait mission à chaque B.S.M. : d'étudier sa région d'implantation et de se préparer à « émerger » à la Libération en vue d'assurer la sécurité des troupes françaises et alliées et le maintien de l'ordre.

De recruter et d'instruire le personnel et de préparer les moyens matériels (locaux, matériel de bureau, voitures, etc ..) nécessaires à cet « émergement ».

De repérer d'une part les éléments favorables, d'autre part les douteux et les hostiles, dans les diverses administrations et dans le public.

De préparer les futures opérations de répression et d'épuration.

De préparer la mise en place des Tribunaux chargés de réprimer les crimes contre la Sûreté de l'Etat.

La recherche du renseignement était en principe interdite, mais j'avais prescrit de transmettre

les renseignements obtenus occasionnellement ainsi que toutes possibilités de renseignement (que je me réservais d'exploiter moi-même ou de faire exploiter par d'autres voies).

En fait, au fur et à mesure que le réseau se développa, de nombreux renseignements furent obtenus.

TRANSMISSIONS.

A. - Avec ALGER.

Le S.S.M. précurseur n'avait pas de liaisons propres avec Alger. Il utilisait celles du T.R. jeune avec lequel une liaison régulière était organisée.

Pour les liaisons en zone sud, chaque chef de B.S.M. avait un correspondant T.R. auquel il remettait ses messages radio et son courrier.

En zone nord, le courrier était centralisé à Paris et remis au Commandant MERCIER ou à MAYEUR (Maréchal) tandis que les messages radio étaient confiés à une « boîte aux lettres ».

Cependant, quelques mois avant la Libération de Paris, une opération radio était mise à ma disposition. Madame CLAIR, Veuve d'un Chef d'Escadron d'Artillerie, habitant l'A.F.N., s'était mise à la disposition du Comandant PAILLOLE, Chef des Services de S.M. et avait reçu à Alger une formation radio. Entrée en France, par l'Espagne, elle dû revenir à deux reprises à Barcelone pour y chercher du courrier, puis un nouveau poste radio (le sien ayant grillé) ce qui retarda sa mise en service comme opération radio.

Installée enfin dans la région de Paris, elle y fit, dans les semaines précédant la Libération, de nombreuses émissions. Le 18 août, je l'envoyai à Nancy afin d'avoir, après la Libération imminente de Paris, une radio derrière les lignes allemandes. Elle fit le voyage avec l'un des convois de la Gestapo dans lequel nous avions un agent. Elle fit, à Nancy de nombreuses émissions pour le compte des Services Spéciaux et aussi pour celui de M. GRANDVAL qui, du fait d'arrestations, n'avait plus personne pour passer ses messages.

B. - Avec les B.S.M.

Les liaisons étaient assurées surtout par contacts directs pris par moi ou par mes adjoints généralement sur place et quelquefois à Paris.

Elles l'étaient aussi par lettres adressées soit à des « boîtes aux lettres » soit Poste Restante, soit dans les P.O.P.

Le courrier était relevé par mes adjoints qui disposaient pour cela d'identités strictement réservées à ce rôle.

LIAISON AVEC LE T.R.

T.R. « ANCIENS ».

Une liaison personnelle avait lieu entre VERNEUIL et moi à peu près une fois par mois.

Le contact était généralement pris à Brioude par l'intermédiaire d'un ancien employé civil du

Service (M. DEVAUX, alias DANIEL) installé chez un de ses parents, marchand d'articles de pêche. Nous allions ensuite déjeuner dans un restaurant de la ville.

Le Capitaine MERCIER, chef du T.R. zone nord assistait généralement à la rencontre. Lui et moi nous nous retrouvions d'habitude dans le premier train du matin Clermont-Brioude.

A Pau la liaison avec le T.R. « Anciens » était assurée par contacts fréquents entre moi (ou mon adjoint, le Capitaine de REMUR) et le Commandant MERCIER.

T.R. « JEUNES ».

Il avait été entendu entre VERNEUIL et moi que j'assumerais, en zone nord, un rôle de « mentor » vis-à-vis du T.R. « jeunes » dont la fougue, jointe souvent au manque d'expérience de la clandestinité nous causait, à tous deux beaucoup d'inquiétude.

Je ne pus malheureusement empêcher des imprudences de certaines missions de ce Réseau, dont le rôle essentiel et particulièrement périlleux était de mettre des moyens de liaison à la disposition des Services de C.E. (1).

(1) Liaisons radio, aériennes, sous marines, terrestres (par les Pyrénées au travers de l'Espagne), etc.

LIAISON AVEC L'O.R.A.

A été prise dès le début avec le Général FRERE et surtout avec son adjoint le Général OLLERIS qui lui succéda après son arrestation.

Je le rencontrais (généralement avec VERNEUIL) soit à Clermont-Ferrand, soit à Riom.

A Clermont, on se retrouvait aux environs de la gare, toujours pour les réunions beaucoup trop nombreuses et la plupart des participants dans les tenues caractéristiques d'officiers en civil (culottes de cheval, leggings ou bandes molletières, sacoches, etc...).

Après quoi, on allait déjeuner en bande dans un restaurant. Là encore, comme pour le T.R. jeune, VERNEUIL et moi tentions, sans grand succès, de donner des conseils de prudence.

A Riom, le Général OLLERIS nous recevait chez sa soeur (ou belle-soeur). C'était plus discret.

C'est cependant là que le Général OLLERIS fut arrêté.

Nous avions rendez-vous ce jour-là, VERNEUIL et moi, pour une réunion importante.

Arrivés les premiers, nous trouvons la soeur (ou belle-soeur) du Général affolée, qui nous fait comprendre qu'il venait d'être arrêté. Les Allemands n'avaient heureusement pas laissé de souricière mais pouvaient revenir.

Nous allons aussitôt nous installer dans un café ayant vue sur la gare et guettons l'arrivée des autres participants pour les prévenir et tenir dans le café un bref conciliabule.

Le Général GILLIOT, adjoint du Général OLLERIS, décide de prendre le commandement de l'O.R.A.

Je lui dis : « Ne retournez pas chez vous; il habitait la région) car le Général OLLERIS a certainement votre adresse sur son carnet (il notait tout, malgré nos protestations à VERNEUIL et à moi).

Le Général GILLIOT me répond : « Certainement pas car il est souvent venu chez moi et n'a donc aucune raison d'avoir noté mon adresse ». J'insiste. Il ne veut rien savoir. Il est arrêté dans les 24 heures.

Le « flambeau » passe aux mains du Général VERNEAU. Il s'installe à Paris.

Je n'ai eu avec lui que quelques rares contacts dans un appartement de la rue Cognacq-Jay.

Là aussi, grosses imprudences. Beaucoup trop de gens réunis et connaissant l'adresse.

Après l'arrestation du Général VERNEAU, le Général REVERS prend la tête de l'O.R.A.

Il s'est tout de suite remarquablement adapté à la vie clandestine. A la fois prudent et très actif. A été un remarquable Chef de l'O.R.A.

J'avais avec lui des contacts réguliers dans de petits restaurants discrets.

Mon adjoint, le Capitaine de REMUR était en contacts suivis avec son Etat-Major (notamment du GARREAU et CANO, camarades de promotion de PAILLOLE et SIMONEAU.

Les services speciaux a Alger- General Rivet-bulletin n 5-1954

Category: Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Maghreb - Moyen Orient
29 octobre 2021

Le 10 Novembre 1942, vers 9h 30, une douzaine de passagers tirés de leur torpeur sentent l'avion qui les porte frôler le sol d'une piste de sable.: Biskra L'appareil se pose. La carlingue se vide. Quelques camarades arrivés la veille sont là, qu'un soleil éclatant transfigure: ils sont déjà autres. Les yeux des arrivants brusquement se dessillent, leurs coeurs subitement se gonflent d'un air tout neuf, traversé d'effluves étranges dont ils avaient perdu la saveur : quelques heures auparavant, au départ de Marignane, le carcan d'une occupation invisible pesait encore sur leurs épaules. Maintenant le doute est levé. Un noyau de la Direction du SR français venait de prendre pied en France libre. Chez nous.

Souvenirs sur le General Weygand : **Temoignage General Navarre**

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Services allemands
29 octobre 2021

Mon premier contact personnel avec le Général WEYGAND remonte aux premiers jours de la guerre de 1939. J'étais alors Chef de la Section allemande du S.R. , et j'avais comme adjoint le Capitaine GASSER.Or celui-ci m'avait prévenu la veille de ce que le Général WEYGAND, nommé Commandant en Chef au Moyen Orient lui avait demandé de l'accompagner à Beyrouth comme chef de cabinet.

1940 - 1941 : WEYGAND et le 2ème **Bureau d'ALGER: temoignage du General** **Navarre**

Category: Extraits de bulletin,Général Henri Navarre
29 octobre 2021

Dès son arrivée à Alger comme Délégué Général du Gouvernement en AFRIQUE FRANCAISE, le Général WEYGAND m'avait désigné comme Chef de son 2ème Bureau. A ce titre, il me confia un rôle beaucoup plus large que celui normalement dévolu à cette fonction. Il s'agissait non seulement de renseigner le Général sur toutes les activités extérieures et intérieures de ceux que nous appelions toujours "l'ennemi" mais de servir de Chef d'orchestre à la lutte contre ces activités.